Cahier de doléances du Tiers État de Saint-Aubin et Anzin-lès-Arras (Pas-de-Calais)

Plainte et doléances des habitans du village de Saint-Aubin et Anzin-lès-Arras¹.

Nous avons cherché l'origine des impôts désastreux auxquels nous sommes soumis ; nous avons cru la trouver dans la foiblesse et la mauvaise constitution des États ; nul de nous n'y est admis, et nous seuls cependant portons la masse énorme des impositions levées pour acquitter des charges trop facilement consenties.

Il est essentiel de remédier aux abus qui résultent d'une pareille administration ; c'est pourquoi, pour obtenir des États auxquels tout citoyen soit légalement représenté, nous avons résolu de demander :

1. Que le corps du Tiers-État soit composé de soixante-quatre députés, dont la moitié sera élue par les villes, l'autre moitié par les campagnes.
2. Que le corps du Clergé soit composé de trente-deux députés, dont la moitié sera élue par les évêques, chapitres et abbés réguliers, et l'autre moitié par curés et autres bénéficiers.
3. Que le corps de la Noblesse soit pareillement composé de trente-deux députés qui seront élus par tout les nobles domiciliés dans la province.
4. Que les suffrages soient comptés par têtes et non par Ordre.
5. Que tous les deux ans, il soit procédé à une nouvelle élection de la moitié des députés de chaque Ordre.
6. Que chaque Ordre continue de nommer son député ordinaire.
7. Que le député du Tiers-État puisse seul avoir des appointements qui ne pourront excéder la somme de six mille livres.
8. Que la députation à la Cour soit supprimée, et remplacée par un agent à qui on donnera pareille somme de six mille livres pour tout traitement.
9. Qu'on réduise le nombre des receveurs des États, et qu'on simplifie la perception des deniers.
10. Que l'on cesse d'allouer aux receveurs généraux et particuliers les intérêts des capitaux prétendus mis dans leurs caisses, sauf à eux retirer lesdits capitaux, et les obliger à donner une caution suffisante pour leur gestion.
11. Que lesdits receveurs ne puissent avoir d'autres appointemens que ceux qui leur seront accordés par l'assemblée générale des États.
12. Que les comptes des receveurs généraux soient rendus chaque année, dans la huitaine qui précède l'assemblée générale des États, pardevant une commission composée de douze députés, dont trois du Clergé, trois de la Noblesse, et six du Tiers-État, qui auront été élus par chaque Ordre à l'assemblée générale précédente.
13. Que lesdits comptes ne seront arrêtés définitivement que la veille de la clôture de l'assemblée générale, après que les commissaires en auront fait le rapport à l'assemblée ; et que, jusque lors, lesdits comptes demeurent déposés au greffe des États, pour être pris inspection par toute les personnes convoquées aux dits États, pour en être par elle pris des extraits si elles le jugent à propos.
14. Qu'ils ne soit passé dans les dits comptes aucune dépense que sur des mandats bien et duement motivés, sauf le recours du receveur contre ceux qui les auroit signés.
15. Que les gratifications et demnités accordées par les États soient portées dans un chapitre particulier des

¹ Commune-des-Frères-Unis pendant la révolution de 1789. Puis Anzin-Saint-Aubin

dits comptes qui contiendra par article les noms, qualités et demeures de ceux qui les auront obtenus ; et qu'elles ne soient allouées qu'autant qu'elles seront justifiées par quittance.

16. Qu'il ne puisse être accordé aucunes gratifications et fait aucunes libéralités, sous telles dénominations que ce soit, qu'autant qu'elles soient consenties par une majorité des trois quarts des suffrages recueillis par la voie du scrutin.

17. Que toute délibération où il s'agira de faveur à accorder ne puisse pareillement être pris qu'au scrutin.

18. Qu'il ne soit plus accordé de survivance dans aucune charge des dits États.

19. Que l'on accorde au greffier des dits États la somme de douze mille livres pour appointement, moyennant laquelle il soit tenu de payer ses commis et de fournir les papiers, plumes, encres et cires qui seront nécessaires tant pour le service du greffe que pour celui de la députation ordinaire.

20. Que la maréchaussée des États soit supprimée, et qu'il soit nommé un nombre de commissionnaires suffisant pour faire le service desdits États.

21. Que les pensions accordées par les États soient revues et examinées par la prochaine assemblée.

22. Que les centièmes soient supprimés, sauf à les remplacer par une imposition mieux répartie.

23. Qu'il soit fait une nouvelle répartition des vingtièmes.

24. Qu'il soit établi une caisse d'amortissement pour liquider dans un temps déterminé les dettes de la province.

25. Que les États soient admis à racheter, par des abonnemens, tous les droits de ferme et autre qui ne se perçoivent pas en leur nom.

26. Que l'on délivre les trois lieues limitrophes des vexations des traitans.

27. Que les députés des États ne puissent exercer aucun acte de juridiction contentieuse, et qu'il ne puisse faire arrêter aucuns citoyens que pour le remettre à la justice ordinaire, droit qu'ils ont usurpé et dont ils ont abusé envers des malheureux dont la foiblesse a étouffé les justes réclamations.

28. Que, conformément au privilège de la province, les États ne puissent faire évoquer au Conseil d'État du Roi aucune cause concernant les habitans de cette province, et que les députés desdits États soient tenu de faire révoquer les arrêts d'évocation ci-devant obtenus.

29. Qu'il soit permis à tous les habitans de la province de faire venir des eaux-de-vie du dehors, en payant pour tout impôt la moitié du prix marchand d'icelle.

30. Que la justice soit rendue gratuitement ; qu'on simplifie la procédure ; qu'il n'y ait plus que deux degrés de juridiction en matière civile comme en matière criminelle, et que l'égalité des peines soit établie entre tous les sujets du Roi.

31. Que les Nobles et les Ecclésiastiques soient soumis à l'impôt comme le Tiers-État.

32. Que les évêques soient tenus de résider.

33. Qu'il ne soit permis de percevoir la dîme que sur les gros fruits ; qu'elle soit rendu à sa destination primitive, savoir : un tiers au curé, un tiers à l'entretien des églises et bresbytères et un tiers aux pauvres ; que la cotité en soit fixée également pour tous les cantons.

34. Que le droit de gaule, aboli dans le Cambrésis et partout où les malheureux qui en sont chargés ont pu porter leurs plaintes jusqu'aux tribunaux, que ce droit, reconnu universellement injuste, tant par sa perception onéreuse que par son institution, dont les motifs d'ailleurs n'existent plus aujourd'hy que la ruine des vassaux qui en ont refusé le paiement, occasionnée par les frais énormes, les chicannes et les longueurs qu'on leur a fait essuyer avant la décision empêche de poursuivre, quoique fondés dans leur refus, comme vient de le déclarer le Parlement en faveur de Roclin-court, que ce droit onéreux, injuste, et plus désastreux même que les impôts, soit proscrit dans toute la province.

35. Que le droit dixième denier, qu'on présume avoir été substitué à celui de dix deniers perçu à chaque relief et mutation, qui prive dans tous ces cas les vassaux du dixième de leur fortune, contre le droit commun de la province, soit réduit au cas d'aliénation seulement, et changé pour les autres cas en un relief à merci, c'est-à-dire fixé au revenu d'une année payable en deux ans.

36. Que les autres droits onéreux et extraordinaires qui ne sont prescrits que par la possession et l'usage, et non par la loi, soient rachetables au dernier vingt.

37. Que le droit de franc-fief soit aboli.

38. Que le tiers des marais appartenant aux main-mortes et ² les communautés sont en possession et jouissent, leur soit assuré ; qu'on force les abbayes d'y renoncer, comme le Roi en a donné l'exemple dans toutes ses terres : ce partage laissant aux main-mortes un moyen indirect d'acquérir, ce qui ne peut être que très préjudiciable à l'Artois, dont les deux tiers au moins appartenant aux maisons religieuses qui y sont établies.

39. Que les clers laïcs des campagnes soient à la charge des décimateurs, auxquels il seroit fait un gros suffisant pour qu'ils puissent se livrer sans détour à l'instruction de la jeunesse, objet le plus important, négligé néanmoins à l'extrême à la campagne ; et que lesdits clercs soient désormais à la nomination du haut séculier, pour éviter les dissensions et les procès que produisent assez souvent, dans la plupart des communautés, les élections des clercs, et essentiellement pour qu'il en soit fait de meilleur choix.

40. Les Artésiens veulent être confirmés et rétablis dans tous leurs privilèges ; et que nul autres que des Artésiens ne se mêlent de leurs affaires.

(Cette loi de l'Artois est très importante à rappeler dans ce moment, pour l'Ordre du Clergé qui paroît être destiné à n'avoir que des étrangers, malheur que la province doit prévenir).

41. Qu'il ne puisse y avoir en Artois de privilèges et de privilégiés qu'autant qu'ils seront jugés utiles aux campagnes.

42. Que le commerce se fasse avec toute liberté.

43. Que ceux d'entre les paysans qui auront bien servi comme soldat parviennent au grade d'officier.

44. Que toute l'administration du royaume soit établie et réglées pour le soulagement des habitans des campagnes.

45. Que les villes ne puissent pas établir d'octrois, et ne jouissent pas de privilèges nuisibles aux campagnes.

46. Qu'il ne puisse point être pris de résolutions par les États Généraux, sans avoir eu le temps de la réflexion.

47. Enfin les habitans des campagnes doivent se souvenir que leurs demandes et les pouvoirs qu'ils donneront se réduisent à établir irrévocablement la liberté des personnes, la sûreté des propriétés, le consentement de la Nation indispensable pour les impositions, et que leurs vues doivent tendre à enlever aux villes et surtout à la capitale les consommateurs pour les rendre aux campagnes.

48. Qu'il soit nommé une commission, à effet de réviser les comptes des États depuis quinze ans, et qu'on fasse restituer les déprédations des deniers de la province par ceux qui les ont commises.

49. Que l'on adjoigne quatre fermiers à la commission nommée par les États, pour faire la distribution de la somme de quatre mille livres accordée à l'assemblée générale dernière pour les grêles ; qu'on se fasse représenter la liste des noms, qualités et demeures de ceux qui y auroient participés.

50. Que l'on supprime les places de commandans en premier, commandans en second, poste purement de faveur qui ruinent la province.

51. Qu'on supprime les Intendans et les places de commissaires du Roy aux États.

² dont

52. Que les droits de dix sols pour livre de tous les greffes soient supprimés.

53. Les habitans demandent que la dîme soit perçu par quelqu'un de la communauté, attendu que c'est un grand mal, tant pour le bien des pauvres que pour les engrais, et mêmes dans le général elle est recueilli par quelqu'un du lieu.

54. Les habitans se plignent que les terres sont loués trop chère, et que celas empêche une meilleure culture qu'on pourroit leur donner ; en outre, que les ouvriers trouvent difficilement du travail, attendu que le propriétaire empêche le locataire de lui en procurer.

55. Les habitans demandent les logements des curés, vicaires, l'entretien des églises à la charge des dessimateurs.

56. Qu'il n'y auroit plus qu'une même mesure et qu'un même poids, même aune.

57. Qu'il n'y ait plus qu'une même coutume : celas éviteroit bien des procès qui sont souvent la ruine des familles.

58. Tout bénéficiers, tel qu'il puisse être, obligé à résidence.

59. Les habitans se plaignent que les agens de monseigneur le cardinal de Rohan, abbé commandataire de l'abbaye royal de Saint-Vaast, ont occasionné une grande misère par la cassation des beaux qu'ils ont fait, dont plusieurs fermiers en demandent la réclamation.

Tels sont les plaintes et doléance desdits habitans de Saint-Aubin et Anzin-lès-Arras, dénoncé par le présent procès-verbal.